

Union européenne

- La Commission européenne propose de créer une nouvelle alliance entre l'Union et l'Afrique.
- Le développement des investissements est la base de cette stratégie.
- Elle vise à créer dix millions d'emplois en cinq ans en Afrique.

La Commission veut inciter les investisseurs à miser sur l'Afrique

Mercredi dernier, à Strasbourg, le président de la Commission Jean-Claude Juncker, a consacré une partie de son discours sur l'état de l'Union européenne à l'Afrique, ce "continent cousin". Le Luxembourgeois a plaidé pour une "nouvelle alliance" entre l'Europe

et son "continent cousin", basée sur l'investissement et la création d'emplois durables. "L'Afrique n'a pas besoin de charité, elle a besoin de partenariat équilibré, d'un vrai partenariat. Et nous, Européens, avons besoin au même titre de ce partenariat", a justifié M. Juncker.

Ce vendredi, la Commission a précisé, ce que pourraient être les contours de cette nouvelle alliance. La stratégie européenne est basée sur l'investissement, la formation, le développement du libre-échange, à la fois intra-africain et entre l'Union et l'Afrique. Elle ambitionne de créer 10 millions d'emplois durables en Afrique au cours des cinq prochaines années.

Refaire le coup du plan Juncker

La Commission veut promouvoir les investissements stratégiques et la participation du secteur privé sur le continent africain. "L'Afrique est un géant endormi qui a un gigantesque potentiel", et son éveil aura un impact très positif sur l'Europe, avance Neven Mimica, le commissaire chargé de la Coopération internationale et du Développement. "Il faut revoir le modèle de la coopération au développement et les liens commerciaux, avec l'Afri-

que. Nous sommes très persuadés de l'importance de l'investissement", approuve une source diplomatique. *Mutatis mutandis*, l'exécutif européen suggère d'appliquer à l'Afrique les recettes du plan Juncker, a précisé le vice-président de la Commission chargé des Investissements, Jyrki Katainen, qui ont permis de mobiliser depuis 2015 quelque 400 milliards d'euros d'investissements privés, à partir de 21 milliards d'euros de crédits européens, dont 16 milliards de garantie.

La mécanique est déjà lancée en Afrique. Quelque 4,1 milliards de subventions et de garanties ont été engagés par le plan européen d'investissement extérieur lancé en 2016. Ils devraient permettre d'atteindre un total d'investissements de 44 milliards d'euros d'ici 2020. La Commission avance que dans le contexte du budget européen 2021-2027 – dont le cadre doit encore être négocié, puis approuvé par les États membres, il devrait être possible de "multiplier par dix les investissements en Afrique destinés à la création d'emplois", affirme M. Mimica.

Ces investissements doivent être concentrés dans des secteurs stratégiques. Ceux dévolus au transport doivent permettre à 24 millions de personnes d'avoir accès à des routes carrossables, avance la Commission. Qui prévoit également que trente millions de personnes bénéficieront de l'accès à l'électricité grâce aux investissements dans les énergies renouvelables.

Pour favoriser la création d'emplois, la Commission insiste également sur la nécessité d'investir dans la jeunesse africaine "qui n'est pas une bombe à retardement, mais une formidable opportunité", souligne la Haute Représentante pour les Affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini. À cette fin, elle propose que 105 000 étudiants et universitaires africains puissent participer au programme Erasmus + et que les fonds européens permettent à 750 000 personnes de bénéficier d'une formation professionnelle.

"Les priorités de l'UE répondent à celle de l'Afrique"

Se pose néanmoins cette question: pourquoi cette nouvelle stratégie réussirait-elle là où toutes celles qui ont précédé ont accouché de résultats médiocres ou d'échecs patents? D'autant que le climat d'investissement en Afrique reste orageux, en raison de l'instabilité politique qui règne dans beaucoup d'États africains, et pourrait être de nature à effrayer le secteur privé. "Le paquet découle des discussions que nous avons eu lors du sommet UE-Union africaine à Abidjan [...]. Nos priorités répondent à leurs priorités", défend la Haute Représentante Mogherini.

Ce que la Commission ne dit pas, si ce n'est entre les lignes, c'est que la stratégie européenne a également un autre objectif. "D'ici 2050, l'Afrique comptera 2,5 milliards de personnes", a rappelé mercredi le président Juncker. La nouvelle alliance doit donner aux jeunes Africains suffisamment de perspectives pour qu'ils restent sur le continent et ne le désertent pas pour tenter de rejoindre l'Europe. Dans le contexte politique européen, empoisonné par la question migratoire, c'est peut-être la garantie la plus sûre que les États membres de l'Union fourniront à cette stratégie les moyens nécessaires.

OleB

COMMENTAIRE

Faire du neuf avec du vieux ?

Par Marie-France Cros

Créer 10 millions d'emplois en Afrique, comme l'ambitionne la Commission européenne, est certainement un bel objectif. On doute cependant que cette annonce mette en joie 10 millions d'Africains. Parce qu'ils n'y croiront pas. Depuis que les coopérations ont succédé aux colonisations, on n'a pas vu un seul pays africain qui se soit développé grâce à l'aide au développement, tandis que plusieurs voyaient leurs populations s'appauvrir: entre 1970 et 1998, lorsque les flux d'aide vers l'Afrique étaient au maximum, le taux de pauvreté sur le continent est passé de 10 à 66%. Son poids économique est aujourd'hui de l'ordre de celui d'un grand pays européen et il est constitué pour moitié par les seuls Nigeria, Afrique du Sud et Égypte.

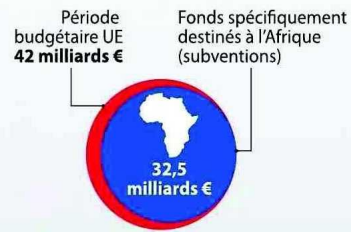
Nombre de chercheurs soulignent que l'aide accroît la corruption, la fuite des capitaux (de 60 à 100 milliards de dollars/an) et l'instabilité politique en raison de luttes de clans pour s'approprier cette manne. Que les seuls exemples réussis d'assistance économique sont des pro-

grammes massifs à court terme, comme le plan Marshall ou la reconstruction du Rwanda après le génocide, visant la création d'infrastructures. Pas la perfusion permanente que pratiquent les Européens, qui incite les États africains à se désengager des secteurs sociaux couverts par les coopérations – non pas afin de profiter de mannes conjoncturelles pour diversifier leur économie mais pour favoriser l'enrichissement d'une clique liée au pouvoir. L'attrait de l'Afrique s'est accru, aux yeux européens, depuis que la Chine a jeté son dévolu sur les matières premières du continent, faisant spectaculairement monter les cours. Mais le continent reste ainsi fournisseur de seules matières premières, important les plus simples biens de consommation au lieu de les fabriquer, tandis que ses zones franches font entrer dans l'Union européenne des produits chinois ou indiens estampillés "Afrique".

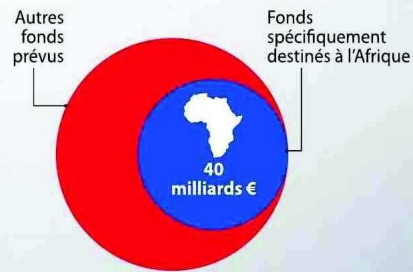
Celle-ci a besoin d'investissements et d'usines pour produire. Mais les milliardaires locaux (avec de notables exceptions au Nigeria) préfèrent placer leur argent hors du continent, parce qu'ils n'ont pas confiance en celui-ci: ils connaissent bien l'instabilité juridique et politique de nombre de régimes, liée à leur mauvaise gouvernance. Dès lors, la politique "accrue" annoncée par la Commission européenne pour soutenir des investissements en Afrique sera-t-elle suffisante, alors que beaucoup de ses pays furent déjà les accords devant instaurer le libéralisme économique dans leurs échanges avec Bruxelles, qu'ils jugent léonins ?

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

Période budgétaire 2014-2020



Période budgétaire 2021-2027



COMMERCE DE MARCHANDISES DE L'AFRIQUE EN 2017, PAR PARTENAIRE

Total des échanges (exportations et importations)



INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN AFRIQUE

